15e Année. — 5e Série. — No 60 Dimanche 24 Septembre 1899.

LE SOCIALISTE

Organe central du Parti Ouvrier Français

PARAISSANT LE DIMANCHE

ABONNEMENTS :
Trois mois 1 fr. 50 ; Six mois 3 fr. ; Un an 6 fr.
Étranger : Un an 8 fr.
10 Centimes le Numéro

RÉDACTION ET ADMINISTRATION :
PARIS. — 5, rue Rodier, 5. — PARIS

ADMINISTRATEUR - DÉLÉGUÉ
Gabriel FARJAT

L'Union et les Indépendants

Rien n'est plus étrange que d'entendre les indépendants parler d'unifier le parti socialiste : ils font l'effet d'aveugles discutant sur les couleurs. Ces braves gens, qui n'ont pu établir l'union parmi eux, qui, pour agir, ne consultent que leur conscience pure de toute défaillance, qui ne rendent à personne compte de leurs faits et gestes, s'en viennent vanter aux socialistes organisés les inestimables avantages de l'union et réclamer à tue-tête l'unité du parti socialiste. C'est à se demander ce que signifie cette comédie ?

Les socialistes organisés qui, pratiquant l'union, en connaissent toute la valeur, qui travaillent à rapprocher et à souder ensemble les organisations existantes unies déjà par la tactique de la théorie, quand ils ont constitué le Comité d'entente, ont dit aux farouches indépendants : nous ne savons comment nous y prendre pour vous admettre dans ce Comité qui ne doit être composé que de délégués. Vous mettez votre orgueil à pratiquer la maxime de la morale bourgeoise : *chacun pour soi* ; chacun de vous est à lui seul son propre groupe, avec secrétaire, trésorier et tout le tremblement, comment allez-vous vous arranger pour figurer dans ce Comité de délégués, puisque chacun de vous veut être son propre délégué.

Déjà cette difficulté s'était présentée au Congrès international de Londres : Millerand et Jaurès y arrivèrent sans mandat d'aucun groupe ; quand le fait fut porté à la tribune du Congrès, il fit scandale, c'était la première fois qu'un tel fait se produisait dans un Congrès socialiste. Les anglais étaient indignés, ils ne demandaient rien moins que l'exclusion de Millerand et de Jaurès : heureusement que la section française où nous fumes obligés de les défendre prit sous sa responsabilité l'admission de ces deux extraordinaires délégués.

Le Conseil national tenait tant à l'organisation d'une représentation centrale du parti socialiste que sur son initiative le Congrès de Montluçon rechercha le moyen d'y admettre les indépendants : nous leur proposâmes de se réunir pour faire choix de délégués ; les indépendants se groupèrent alors en une fédération qui, à peine constituée, se divisa en deux fédérations qui arriveront à s'entendre comme chiens et chats. Les unionistes à tous crins de l'indépendance ne s'unissent que pour se désunir.

Les querelles des indépendants entre eux n'ont aucun intérêt pour les socialistes mais ce qui les préoccupe, c'est la manière dont ils se comporteront avec eux lorsque l'union sera scellée. Le passé n'augure rien de bon pour l'avenir. Voici un gage topique qu'ils nous ont donné de leur esprit d'union.

Lorsque le propriétaire de la *Petite République* chargea le Conseil National de sa publication et rédaction ; Guesde, Chauvin e. Carnaud qui, comme mandataires du Conseil, avaient traité avec lui, offrirent à Jaurès, à Millerand et à d'autres indépendants, de partager avec nous la rédaction et la direction du journal : jamais plus belle occasion de faire l'union ne s'était présentée, ils refusèrent Mais, ligués avec un homme d'affaires, M. Dejean, ils complotèrent avec le propriétaire notre exp ilsion du journal. Millerand, vainqueur, chargea Gérault-Richard de lui tenir chaude la place de rédacteur en chef jusqu'à ce qu'il put décemment l'occuper. Il trouva plus fin que lui ; Gérault-Richard installé, lui déclara : j'y suis, j'y reste. Millerand dut alors se rabattre sur *La Lanterne*, dont il fit sauter le directeur, l'ex-anarchiste Briant, mais en lui donnant des compensations. Voilà une drôle de manière d'entendre l'union et de reconnaître les loyales avances que nous avions faites.

×

Jaurès n'avait voulu voir qu'une attaque personnelle dans le manifeste des trois organisations socialistes ; la tendance des esprits indépendants est de tout transformer en questions personnelles. Gérault-Richard a eu le génie d'y découvrir une manœuvre pour faire avorter l'union si ardemment réclamée par les indépendants.

Rouanet, qui reprend dans la *Revue Socialiste* la thèse de Gérault-Richard, reconnait cependant que depuis six ans nous nous étions prêtés de bon cœur à l'union.

« Depuis 1893, écrit-il, les anciennes rivalités de groupements s'étaient éteintes. Cinq ans durant, dans la presse, dans les corps élus, dans les réunions, les socialistes avaient mené le bon combat, unis, marchant tous la main dans la main, avec un ensemble et une vigueur qui faisaient l'admiration de nos adversaires ».

N'empêche que Gérault-Richard nous accuse comme d'un crime de ne pas nous être prêté à l'union qui devait sortir de la fameuse réunion du Tivoli-Vaux-Hall. Mais c'était notre devoir de protester contre cette manière par trop fantaisiste et indépendante de faire l'Union.

Un beau jour il passe dans la tête des indépendants de la *Petite République* de convoquer tout le monde dans une réunion publique où policiers, antisémites et nationalistes avec 12 sous auraient pu entrer, pour décréter l'union du parti socialiste. Aucune organisation n'avait été consultée, aucun groupe de province n'avait été avisé autrement que par la voie du journal ; les groupes de province ne comptent pas pour les indépendants de Paris ; et c'est dans cette réunion que l'union devait être bâclée en cinq secs.

Elle aurait été belle cette union ; elle aurait ressemblée à celle que font les indépendants ; elle n'aurait été faite que pour se défaire le lendemain ; on en serait sortis plus désunis que jamais.

Nous avons une autre manière de concevoir l'union. D'abord, ainsi que le dit Liebkneckt, il ne faut chercher à rapprocher et à unir que les gens qui pensent de même sur les points principaux du socialisme ; il faut donc commencer par les déterminer. Malgré l'opinion de Jaurès, les « trois principes » de St-Mandé, qui ont servi de base au comité d'entente, se prêtent à trop de sous-entendus et d'échappatoires ; je l'ai démontré. Jaurès, qui réclamait la discussion a refusé de discuter ce point, qui pourtant est si capital, que le Congrès général du socialisme français se réunira pour finir l'interpellation d'un de ces « trois principes », la Conquête des pouvoirs publics.

Il y a souvent importance à ne pas trop insister sur les questions qui peuvent diviser ; mais ce n'est pas le cas quand on veut constituer un parti fortement uni.

Il est utile, afin que les indépendants ne nous accusent de les prendre en traitre, de leur dire que le fait d'appartenir à une organisation socialiste impose certains devoirs ; qu'il leur faudra souvent sacrifier leur liberté chérie et ne pas toujours suivre les impulsions de leur conscience immaculée.

Par exemple nous avons cette idée, qui leur paraîtra archi-absurde, que le socialiste militant, membre d'une organisation, n'a pas la liberté d'écrire dans n'importe quel journal bourgeois, qui réclame sa collaboration, comme le faisait Millerand, alors qu'il était rédacteur en chef de la *Petite République*, il n'y donnait que des filets et réservait ses articles pour les journaux bourgeois. Je me rappelle avoir parlé à Jaurès de cette conduite par trop indépendante de Millerand, il parut surpris de mon observation, Guesde, lui, avant d'écrire dans le *Matin*, dut en demander l'autorisation au Conseil National, qui la lui accorda sous certaines conditions.

Jaurès annonce qu'après la liquidation de l'affaire Dreyfus il entreprendra en France une campagne pour la création de coopératives qui devront donner un tant pour cent de leurs bénéfices à la propagande socialiste, ainsi que le font les coopératives de la Belgique, de Roubaix, de Lille, l'*Avenir de Plaisance*, etc. Les ouvriers n'hésitent jamais à s'imposer des sacrifices pour aider le mouvement socialiste ; mais c'est à la caisse des capitalistes qui gagnent de l'argent avec le socialisme qu'il faut taper. Il se pourrait qu'au Congrès général on demande aux actionnaires de la *Petite République* de verser un tant pour cent de leurs bénéfices dans la caisse de la représentation centrale du Parti socialiste. Nous espérons que cette proposition sera soutenue par Gérault-Richard et Jaurès.

Citoyens indépendants, avant de vous embarquer avec les militants socialistes dans la galère d'une organisation, réfléchissez qu'ils nourrissent la ridicule croyance qu'un parti n'existe qu'à la condition d'arrêter dans ses Congrès sa ligne de conduite et d'exercer un contrôle sur les actions publiques de ses membres. Votre liberté chérie est un aimable principe éternel et votre conscience immaculée un guide aussi impeccable qu'accommodant, cependant un parti socialiste de lutte de classes aura la grossière insolence de leur mettre des lisières.

Paul LAFARGUE.

FINANCE ET RÉVOLUTION

C'est une chose depuis longtemps entendue que la finance — malgré ses milliards — ne vaut pas deux sous, et, à le répéter éternellement, la conscience du prolétariat ne s'éveillera qu'à la haine, au lieu de s'éveiller à la connaissance précise du but à atteindre qui est sa double émancipation politique et économique.

Mieux vaut donc définir, aussi simplement que possible, le caractère véritable de la finance, le rôle qu'elle joue, l'influence qu'elle a comme agent social en régime de propriété capitaliste.

×

Quoi qu'en disent certains démagogues à la Drumont ou prédicateurs à la De Mun, la haute finance n'a ni baptême à elle, ni religion particulière. Juifs, catholiques, protestants se coudoient et se heurtent à la Bourse : une seule qualité les unit et les rassemble ; celle d'être capitaliste.

De plus, la besogne de ces individus ne se fait pas directement sur le dos des ouvriers. La haute finance exploite des premiers exploiteurs ; elle vit sur la masse des patrons et bourgeois, voleurs des plus-values produites dans tous les champs de l'exploitation humaine. En un mot, elle apparaît comme volant « en dernier ressort ». Ce ne sont pas des prolétaires qui passent aux carrefours où se tient la haute finance, dévalisant et retournant les poches : ceux qu'elle arrête et qu'elle surine, sont les capitalistes dont le parasitisme s'entretient et se nourrit de la chair à travail, serve des bagnes industriels.

Voila le caractère bien particulier de ces hauts financiers. Quel est maintenant leur rôle social ? Quelle action exercent-ils sur la marche des phénomènes économiques, sur l'évolution de la société ?

×

Cette action, disons-le tout de suite, est d'ordre révolutionnaire.

Oui, révolutionnaire ; mais révolutionnaire sans y penser, sans le vouloir, tout simplement par le jeu du rouage de la finance, par les conditions mêmes de son existence.

Voici comment :

Pour un portefeuille qui se remplit à éclater, pour une affaire bien lancée et qui réussit, des milliers d'épargnes petites-bourgeoises sont raflées, si bien que la catégorie appelée communément « classe moyenne » se trouve diminuée, blessée à mort, et comme c'est elle qui est, après le prolétariat, la plus forte par le nombre, voila pour ce dernier une brèche ouverte au flanc de la citadelle ennemie. La route barrée au socialisme par cette classe-tampon devient moins encombrée, tandis que, de ce fait, l'heure du coup d'épaules définitif est avancée.

Une autre conséquence, favorable à l'avènement de la révolution, découle de la constatation précédente. Est-ce que le résultat immédiat de la spéculation financière n'est pas de centraliser la richesse et de réunir entre des mains de moins en moins nombreuses, les titres et tous les signes représentatifs de la puissance économique ? De là une facilité de plus en plus grande, pour le prolétariat, au moment où il se sera rendu maître du pouvoir politique, de rendre sociale la fortune du pays. Ce ne sera pas à une infinité de gens qu'il devra s'en prendre pour une expropriation fatale, mais à une minorité dans la nation, minorité préparée et formée par le va-et-vient, les chocs et les hasards *concentrateurs* de l'agitation spéculatrice de la haute Finance.

Enfin, une dernière action révolutionnaire doit être notée et mise au compte du

grand capital. Que signifient ces bouts de papier, actions, obligations, lots, coupons, etc., dont le froissement incessant monte, comme une clameur, du fond de la Bourse et des guichets des Banques? Que signifient-ils, sinon que la propriété réelle, effective n'existe plus; que les possédants ne sont attachés par aucun lien à la production dont ils ont les bénéfices, à une production qui leur est totalement étrangère, n'y ayant jamais collaboré et dont ils ignorent jusqu'au plus simple mécanisme? Que ressort-il de là? Que proclame cette espèce de « *papierisation* » de la propriété? Elle proclame pour tous ceux qui n'ont pas un bandeau sur les yeux et du coton dans les oreilles, *l'inutilité absolue des propriétaires*.

La Bourse est donc — qui le nierait? — un foyer révolutionnaire. Ce qui précède nous semble le prouver suffisamment.

×

Ainsi, financiers de tous pays et de toutes religions, spéculez, spéculez encore : sans vous en douter, c'est pour nous que vous vous agitez et vous dévorez les uns les autres. Couvrez de vos titres le sol, le sursol et le sous-sol; accaparez tout, concentrez tout. Le prolétariat aura sa revanche plus facile, mais ne croyez pas que ce jour-là, il vous saura gré d'avoir enfermé dans une même forteresse la richesse du monde entier; il ne se souviendra que du boulet traîné pendant des siècles et sera sans pitié.

J. PHALIPPOU.

Coopération et Socialisme

Le dernier Congrès national du Parti s'est occupé, sur la proposition de nos camarades du Nord, de la question des coopératives.

Il ne s'est pas agi, bien entendu, de créer des sociétés coopératives pour le seul plaisir d'en devenir les directeurs et de toucher en fin d'exercice des bénéfices plus ou moins importants en marchandises ou en espèces. Le but est tout autre.

Nous savons en effet que le principal mobile qui faisait agir bon nombre de coopérateurs était justement cette espérance de recueillir, tous les six mois ou tous les ans, une somme plus ou moins grosse appelée partage.

Bien longtemps, la principale préoccupation des coopérateurs, lorsque ce n'était pas la seule, était celle de savoir quel serait le pour cent qui devait être distribué au partage.

Et combien d'invectives, combien de critiques et d'injures, combien d'insinuations malveillantes ont été adressées aux administrateurs des sociétés, lorsque, les bénéfices ayant été moins importants un semestre que l'autre, le pour cent distribué était inférieur à celui de l'exercice précédent.

Ils sont nombreux, ceux qui furent accusés d'être des voleurs et qui cependant avaient administré pendant des mois, sacrifiant leurs dimanches, leurs soirées et parfois leurs nuits, pour une rémunération bien souvent ridicule, parfois même complètement nulle.

Tel était l'état d'esprit des sociétés coopératives du Nord, lorsque quelques-uns de nos amis — non sans une certaine hésitation — décidèrent d'y entrer : état d'esprit absolument réactionnaire et funeste à nos doctrines et contre lequel il fallut réagir vigoureusement.

Le milieu était mauvais, il s'agissait de le modifier petit à petit, pour arriver à le transformer complètement. Travail considérable, difficile, mais les amis agirent prudemment, sans à coup, ils ne se rebutèrent point lorsque les difficultés s'accumulaient parfois sur leur route.

Transformer des institutions réactionnaires en institutions socialistes n'était pas chose facile, mettre des amis là où il n'y avait que des adversaires était un problème difficile à résoudre. Nos amis se mirent donc à la tâche et travaillèrent méthodiquement à leur œuvre.

Dire que le but poursuivi est complètement atteint serait peut-être exagéré; dire que l'état d'esprit des coopératives est transformé du tout au tout, serait aussi travestir la vérité.

Néanmoins, des progrès considérables ont été accomplis. Un pas de géant a été fait dans cette voie.

Aujourd'hui la grande majorité des membres des coopératives — d'Houplines, Armentières, Roubaix, Lille, etc., — est socialiste.

La *Paix*, de Roubaix, eut à subir dernièrement le suprême assaut des membres réactionnaires qui y adhéraient encore et qui voulaient, une fois de plus, mettre la main sur la Direction pour la faire servir à leurs espérances jésuitiques. M. Motte, le grand potentat roubaisien, le seigneur député de Roubaix, ne voulait-il pas installer ses écuries dans les locaux de la Coopérative!

Anssi, toutes les forces patronales et judiciaires de Roubaix aidèrent de toute leur énergie ceux qui voulaient porter à la *Paix* un coup terrible qui l'eut certainement terrassée

Heureusement, grâce au dévouement des camarades et surtout aux connaissances spéciales de quelques militants, la *Paix* sortit victorieuse de cette passe dangereuse.

L'administration des Sociétés énumérées plus haut, et d'autres, de moindre importance, est passée aujourd'hui presque complètement aux mains des dévoués du Parti Ouvrier.

Ce résultat important acquis, la propagande eut été vaine si, comme nous le disons plus haut, elle n'avait eu pour but que de pouvoir se parer du titre d'administrateur ou autre.

Ce n'était pas cette satisfaction que recherchaient nos amis.

Le Parti Ouvrier — justement appelé le Parti des Pauvres — resterait impuissant longtemps encore s'il n'avait à sa disposition les moyens pécuniaires, — le nerf de la guerre — pour faire sa propagande, étendre son rayon d'action, faire pénétrer ses doctrines dans les plus humbles communes, dans les hameaux les plus misérables et les plus reculés.

Il est bien facile à la bourgeoisie de leurrer les travailleurs, de mentir aux malheureux, de faire admettre ses théories, de nous représenter comme les ennemis de tout progrès et de toute civilisation. N'a-t-elle pas entre les mains des monceaux d'or volés aux serfs de l'industrie, du commerce et de l'agriculture, pour propager ses mensonges, pour faire admettre ses crimes?

Si la classe ouvrière disposait des mêmes moyens de propagande, il est incontestable que l'ordre social actuel n'existerait pas six mois de plus.

Il faut au prolétariat des tas de munitions — en l'espèce des gros sous, à moins qu'on ne nous force un jour à employer la mitraille. — pour déloger la classe capitaliste de toutes les positions qu'elle occupe actuellement.

Or, nous pensons que les Sociétés coopératives peuvent procurer au Parti les munitions tant désirées; c'est-à-dire de puissants moyens de propagande et d'action.

La Belgique nous en a déjà donné la preuve.

Les coopératives du Nord, ont commencé, elles aussi, à entrer dans cette voie.

Il suffit, en effet, d'une clause introduite dans les statuts, pour qu'une partie des bénéfice soit distraite de celle payée aux sociétaires et versée pour la propagande du Parti.

Et il a été remis ainsi, au Comité fédéral de la Région du Nord depuis le milieu de l'an passé tant par la " Paix " de Roubaix, que par l'Union de Lille et la Prévoyance des Prolétaires, d'Hénin-Liétard, une bonne vingtaine de mille francs. Il est évident que cet argent a permis de remuer bon nombre de localités jusqu'alors inexplorées par nos propagandistes.

Pour couvrir les frais d'affiches, de chemin-de-fer et de voyage de ceux qu'on a appelés des commis voyageurs en révolution il faut des espèces sonnantes.

Malgré la puissante organisation du Parti dans la Région du Nord, jamais nous n'aurions pu faire face aux frais importants qui ont été faits, depuis un an et demi, pour l'agitation socialiste si les coopératives n'avaient apporté leur très large cote-part.

Il est donc bien évident qu'entre des mains expérimentées, avec des hommes convaincus et dévoués à notre parti, les coopératives peuvent être d'une très grande utilité, qu'elles peuvent avoir une influence considérable sur l'avenir du mouvement révolutionnaire.

Et le dernier Congrès du Parti l'avait bien compris lorqu'il votait la résolution suivante qui n'était en quelque sorte que la confirmation du vote d'un Congrès antérieur :

« Considérant que les Sociétés coopératives de consommation peuvent procurer au Parti Ouvrier des ressources pécuniaires considérables pour sa propagande et son développement.

« Le Congrès d'Epernay (Août 1899) invite les militants du Parti Ouvrier à pénétrer dans les sociétés coopératives existantes pour les amener à faire servir à la propagande socialiste une partie de leurs bénéfices ».

Certes, nous ne considérons pas la coopération comme le but, mais nous estimons que les coopératives de consommatisn — car nous n'avons jamais voulu parler que de celles-là — sont un excellent moyen d'arriver à ce but — la démonstration que nous avons faite est, il nous semble, suffisante — qn'elles peuvent être un puissant levier qui nous permettra de soulever et de renverser l'ordre capitaliste et son trop long cortège d'iniquités et de crimes.

VANDORME.

Mauvaises Querelles

Rouanet, vous nous cherchez des querelles d'Allemand. Vous nous accusez dans le dernier numéro de la *Revue Socialiste* de croire avec les anarchistes que la Révolution, ainsi qu'un pantin, surgira tout d'un coup pour tout bouleverser et tout régler avec sa baguette magique, que par conséquent il ne faut réclamer aucune réforme, il est inutile d'organiser la classe ouvrière, de la lancer dans l'arène politique, de la préparer à la direction des affaires nationales en lui faisant faire son éducation dans les municipalités et autres corps élus.

Vous nous accusez également, parce que nous disons que la classe possédante fait bloc contre le prolétariat, d'ignorer qu'elle est divisée en sous-classes dont nous devons envenimer les antagonismes afin d'en profiter, car, quand les coquins se battent, ça fait les affaires des honnêtes gens, dit le proverbe espagnol.

Mais vous étiez de ceux qui nous ont excommunié et expulsé du Congrès de St-Etienne, dont vous jetez le souvenir dans le débat, et vous savez qu'un des crimes que nous reprochait Brousse, c'était d'avoir donné au Parti Ouvrier un programme de lutte qu'il nommait « programme de Londres », afin de soulever contre lui les passions chauvines. Et que ce programme autour duquel nous sommes restés unis, tandis que nos ex-communiateurs de St-Etienne se sont divisés et subdivisés en groupes et en personnalités indépendantes, indique le but communiste à atteindre et une série de réformes prises dans le programme radical et dans les revendications ouvrières.

C'est encore nous qui, les premiers en France et je puis ajouter dans le monde socialiste, avons essayé de grouper les petits propriétaires et les fermiers autour d'un programme pour les jeter contre les grands propriétaires; et ce programme réclame des réformes n'ayant aucun caractère socialiste, telle que la suppression des impôts de transmission pour les petites propriétés, l'indemnité à payer au fermier à la fin du bail pour les amélioration faites pendant sa tenure, etc. Cela indique bien que nous ne négligeons pas les divisions de la classe possédante, et que nous avons l'intention de profiter de ces antagonismes économiques qui se traduisent en luttes politiques, dans lesquelles nous interviendrons, soutenant par exemple, toujours au deuxième tour de scrutin le candidat bourgeois le plus avancé; tandis que vos ex-amis de Saint-Etienne recommandaient la continuation de la lutte à l'abstention.

Vous nous accusez de n'avoir pas combattu le boulangisme, parce que, avec Millerand, nous avons refusé de nous enrôler dans la troupe de Constans et des républicains bourgeois, auteurs responsables de la crise. Non seulement nous avons combattu Boulanger, mais, après la déroute du général, nous avons continué à combattre ses souteneurs, les antisémites. Gérault-Richard vous dira que lors du procès Zola, à la réunion Vandewalde, j'ai déclaré que le premier résultat des infamies qui se commettaient dans le Palais de Justice serait la rupture des liaisons malsaines que des députés socialistes entretenaient avec la *Libre parole*, l'organe des jésuites.

Tout ça, sont mauvaises querelles, d'autant plus mauvaises que nous sommes près de nous entendre. Vous dites : des circonstances exceptionnelles et critiques peuvent seul créer la nécessité d'une union provisoire et déterminée entre les socialistes et l'ensemble de la bourgeoisie républicaine. Hors des heures de crise, votre attitude doit être celle de l'offensive » Nous pensions de même. Mais est-ce ainsi que pensent les indépendants de la *Lanterne* et de la *Petite République?*

Est-ce que Jaurès, avant l'apparition du Manifeste ne demandait pas dans la *Petite République* du 13 juillet qu'on écartât le cas particulier de Millerand et qu'on se demandât : « un socialiste peut il participer à un gouvernement bourgeois? » Est-ce que quelques jours auparavant André Lefebvre n'affirmait-il pas que l'entrée dans les ministères bourgeois était l'interprétation de la conquête des pouvoirs publics du programme de St-Mandé? Est-ce que cela ne signifiait pas qu'il fallait abandonner l'ancienne tactique et prendre le fait accompli par Millerand comme point de départ d'une nouvelle tactique?

Vous dites en terminant que « la publication du Manifeste aura été le point de départ de l'unité socialiste en France. » Bravo! Nous avons sonné le clairon d'alarme et tous les socialistes rallieront le drapeau de la politique de classe. Nous vous y donnons rendez-vous à vous et à Jaurés.

Paul LAFARGUE.

A bas les Conseils de Guerre!

Nous lisons dans le dérnier numéro du *Droit du Peuple*, l'organe officiel de la Fédération socialiste de l'Isère :

Le jugement rendu par le Conseil de guerre de Rennes signifie surtout la fin de la justice militaire.

Depuis longtemps les socialistes avaient dénoncé aux travailleurs cette juridiction d'exception qui n'a rien de commun avec la justice véritable.

Déjà dans l'ancienne législature, une proposition de loi tendant à la suppression des Conseils de guerre, avait été déposée par le citoyen Jules Guesde.

Dès le début de la législature actuelle, cette proposition fut reprise par les élus du Parti ouvrier.

Au lendemain des scandales qui ont profondément indigné la conscience publique, cette proposition doit aboutir; les Conseils de guerre doivent être supprimés.

Mais pour que nous arrivions à cette suppression, il importe que l'agitation la plus complète soit faite dans le pays autour de cette réforme nécessaire. Il importe que les électeurs mettent partout leurs élus en demeure de la voter.

Dans ce but, le Comité fédéral de la Fédération socialiste de l'Isère, invite les groupes et militants du Parti ouvrier à présenter l'ordre du jour suivant dans toutes les communes du département où auront lieu des conférences et réunions publiques :

Les électeurs de la commune de..... réunis au nombre de..... le..... 1899, salle.....

Considérant qu'avec le service personnel et obli-

gatoire, les armes ayant cessé d'être un métier pour devenir une fonction sociale que doivent remplir tous les citoyens, il n'y a pas lieu d'avoir, pour les mêmes justiciables, selon qu'ils sont ou non sous les drapeaux des pénalités et des juges différents, au moins en temps normal, pendant la paix,

Réclament du Parlement la suppression des conseils de guerre en temps de paix,

Ils invitent M..... député de leur circonscription à voter, lorsqu'elle viendra en discussion à la Chambre, la proposition de loi déposée par les élus du Parti ouvrier et tendant à cette suppression nécessaire.

Cet ordre du jour devra être présenté à toutes les réunions, dans les mêmes termes selon la formule ci-dessus.

Partout où il aura été adopté, les groupes du Parti devront en aviser le Comité fédéral, lequel avisera, de son côté, la fraction parlementaire du Parti ouvrier, ainsi que les députés visés par cette sommation du corps électoral.

Que dans toutes les communes nos amis agissent dans ce sens, et qu'ils communiquent aussitôt leurs réponses au secrétaire du Comité fédéral le citoyen Dognin, 5, boulevard Gambetta, Grenoble.

LE COMITÉ FÉDÉRAL.

Nous ne pouvons qu'applaudir à l'initiative prise par nos camarades du Comité fédéral de l'Isère.

La question de la suppression des conseils de guerre a déjà été portée par les conseillers généraux du Parti ouvrier dans plusieurs assemblées départementales.

Il est bon, il est utile qu'elle soit agitée dans les réunions publiques.

C'est la meilleure préface à donner au débat sur l'abolition des conseils de guerre qui s'impose à la Chambre et que nos élus sauront exiger.

Congrès

DE LA FÉDÉRATION DE L'OISE

Le 16e Congrès départemental de la Fédération de l'Oise se tiendra dimanche 24 septembre, à Creil.

L'ordre du jour fixé est le suivant :

1° Nomination d'un délégué titulaire et d'un délégué suppléant au Conseil national.

2° Nomination des délégués au Congrès général.

3° Compte-rendu des délégués au Congrès d'Épernay.

4° Attribution et fonctionnement de la commission départementale.

5° Élections municipales de 1900.

Le citoyen Fortin est délégué pour représenter à ce Congrès la commission permanente du conseil national.

HISTOIRE DU
PARTI OUVRIER FRANÇAIS

(Suite)

Nous publions aujourd'hui, faisant suite aux différents extraits que nous avons donnés dans nos deux précédents numéros, l'extrait de la brochure de notre ami Zévaès sur l'*Histoire du Parti Ouvrier Français* relatif au congrès de Marseille de 1879 :

... Nous arrivons ainsi au décisif Congrès de Marseille (20-31 octobre 1879), faisan suite à ceux de Paris (1876) et de Lyon (1878).

Il avait été préparé et annoncé par un manifeste de la commission d'organisation (secrétaire Jean Lombard dont voici quelques extraits :

N'oublions pas que notre isolement et le désintéressement des questions qui nous concernent font notre faiblesse et sont toujours la cause de l'ajournement de nos légitimes revendications ; que le sommeil des hommes sur leurs droits les amène à l'esclavage.

Après la dissolution du Congrès international ouvrier de Paris, il est bon de donner, par nos délibérations raisonnées, aux hostiles, aux indifférents, comme aux sceptiques, une de ces leçons sévères, dont se souviennent longtemps les peuples et leurs chefs. Le moment est solennel.

En face du militarisme régnant, de la centralisation gouvernementaliste, et surtout en face des exactions que supporte journellement le Prolétariat des Deux Mondes, prouvons aux privilégiés de tout camp et de tout bord, qu'étant le nombre et la force, nous sommes aussi la science, l'instruction, la capacité et l'aptitude...

Nous espérons que le prolétariat français répondra à notre appel et nous comptons sur l'adhésion et l'appui de toutes les associations ouvrières de France pour nous aider dans cette tâche, ainsi que pour subvenir aux frais qui nous incomberont, afin que le troisième congrès ouvrier national ait un éclatant retentissement et fasse époque dans les annales du quatrième Etat.

C'est ce congrès, tenu salle des Folies-Bergère, qui crée définitivement le Parti ouvrier français.

Plus de 130 délégués y assistent, représentant 45 villes, parmi lesquelles : Lyon, Vienne, Aix, Paris, Saint-Etienne, Lille, Roubaix, Armentières, Dorignies, Grenoble, Toulon, Nîmes, Chambéry, Toulouse, Avignon, Bordeaux, Bourges, Alais, Cette, Béziers, Agen, Bessèges, Montpellier, etc.

La séparation s'y fait, nette et éclatante, entre l'élément exclusivement coopérateur qui avait à sa tête M. Barberet, et l'élément socialiste. La minorité du Congrès de Lyon est devenue majorité..

Le congrès adopte la résolution suivante, reprenant et dépassant le programme de l'Internationale, qui, laissant de côté l'outillage industriel et commercial, s'arrêtait à une sorte de collectivisme foncier :

Le Congrès,

« Considérant que la question sociale ne sera résolue que lorsque chaque être humain sera arrivé à la satisfaction complète de ses besoins et au développement intégral de ses facultés;

« Déclare que la propriété individuelle, cause de l'inégalité matérielle et intellectuelle, ne peut assurer cette satisfaction, ni ce développement, et conclut à l'expropriation collective des sols, sous-sols, machines, voies de transports, bâtiments, capitaux accumulés, au bénéfice de la collectivité humaine.

« Considérant : 1° Que la stérilité absolue des moyens de rachat, de coopération, d'alliance du capital et du travail, est scientifiquement et expérimentalement démontrée ;

. . . . . .

« 3° Qu'aucune entente n'est possible entre les détenteurs de la fortune publique et ceux qui la revendiquent justement, impossibilité trop démontrée par la différence des intérêts engagés;

« Le congrès déclare que l'appropriation collective de tous les instruments de travail et forces de production doit être poursuivie par tous les moyens possibles ».

Le congrès proclame en même temps la nécessité pour les salariés de se constituer en parti politique de classe, en « parti ouvrier » analogue à celui qui existe en Allemagne et préconise la candidature ouvrière.

Non seulement, il la préconise, mais il tâche d'organiser l'action électorale, non plus dans l'espérance d'émanciper le travail avec les moyens parlementaires, mais dans le but de préparer une armée pour la Révolution déclarée inévitable. Il s'agit de transporter sur le terrain politique l'antagonisme des classes qui existe sur le terrain économique, de séparer à l'aide du bulletin de vote les salariés des salariants, afin de les opposer les uns aux autres et de les faire se heurter.

Voici en quels termes s'exprime le Congrès par l'organe de sa sixième commission:

« Le congrès ouvrier socialiste de Marseille, en inscrivant à l'ordre du jour d'une de ses séances, la question de la représentation prolétarienne aux corps élus, a voulu ainsi montrer la profonde différence qui sépare la grande masse des travailleurs de la petite masse des capitalistes, industriels, rentiers, patrons, qui forment la bourgeoisie actuelle. Pour ce fait, il a reconnu qu'il était nécessaire que le prolétariat suivit une ligne de conduite conforme à ses aspirations et à ses intérêts de classe, en se faisant représenter directement à tous les corps élus, afin d'opposer intérêt à intérêt, aspirations à aspirations et pour faire découler de cette représentation l'application des réformes qu'il demande solennellement dans ses congrès...

« Votre commission demande qu'avant toute chose, le prolétariat fasse une scission complète avec la bourgeoisie et se sépare d'elle sur tous les terrains à la fois intellectuel, juridique, politique et économique. Votre commission vous propose donc de voter la formation en France d'un parti de travailleurs, dont le but sera d'appliquer toutes les résolutions du congrès ouvrier socialiste de Marseille et de ceux qui suivront... que chaque groupe ait l'obligation au moins morale de présenter à toutes les élections des candidats ouvriers socialistes partout où faire se pourra.

« La commission vous propose de reconnaître la rétribution de toutes les fonctions électives, afin de permettre à tout candicat ouvrier l'accessibilité des fonctions publiques, quelles qu'elles soient, pour qu'il puisse y représenter dignement sa classe. Elle vous demande, en outre, de tracer ainsi qu'il suit, le mandat des représentants ouvriers :

« Le représentant ouvrier doit prendre part à toutes les manifestations dans lesquelles il pourra défendre les intérêts et les droits du prolétariat Il devra réclamer les libertés nécessaires aux réformes que le Parti des travailleurs a inscrites dans son programme et *s'abstenir de toute compromission, quelle qu'elle soit, avec tous les partis politiques représentés aux divers corps élus du pays.* »

Mais il fallait donner au programme théorique adopté au Congrès de Marseille, une forme électorale. Il fallait, d'autre part, que ce programme pour qu'il put agir sur les masses encore ignorantes et les amener dans ses rangs, contint un certain nombre de réformes immédiatement réalisables afin de mettre la République bourgeoise en demeure d'agir et de bien établir sa mauvaise volonté ou son impuissance en matière d'amélioration ouvrière. Il fallait enfin que ce programme fut unique pour solidariser dans les mêmes revendications les travailleurs de toute la France et pour les réunir dans un faisceau compact, en vue d'une action commune lorsque les évènements le permettraient.

C'est à quoi pourvut le Congrès régional de la Fédération du centre, tenu à Paris du 18 au 23 juillet 1880 qui adopta comme programme électoral — mi-politique, mi-économique — un ensemble de revendications immédiates. Ce programme, « sur « lequel s'étaient entendus les principaux « représentants du collectivisme révolu- « tionnaire, notamment Guesde, Dervillers, « Lombard, Marx, Lafargue, etc. » (1) avait été préalablement soumis à l'approbation des différents groupes alors existants et avait été adopté après discussion et avec amendements par Lyon, Marseille, Grenoble, Saint-Etienne, Roanne, Vienne, Montluçon, Le Creusot, etc.

Ce programme électoral comprenait deux parties : 1° Les *Considérants* qui expliquent le but à atteindre et qui sont l'expression scientifique des résolutions collectivistes de Marseille; 2° Un certain nombre d'articles, applicables même en période capitaliste, dont la réalisation seraient de nature à hâter la victoire finale. Voici les considérants du programme :

Considérant,

Que l'émancipation de la classe productive est celle de tous les êtres humains sans distinction de sexe ni de race;

Que les producteurs ne sauraient être libres qu'autant qu'ils seront en possession des moyens de production (terre, usines, navires, banques, crédits, etc.);

Qu'il n'y a que deux formes sous lesquelles les moyens de production puissent leur appartenir :

1° La forme individuelle qui n'a jamais existé à l'état de fait général et qui est éliminée de plus en plus par le progrès industriel ;

2° La forme collective dont les éléments matériels et intellectuels sont constitués par le developpement même de la classe capitaliste;

Considérant,

Que cette appropriation collective ne peut sortir que de l'action révolutionnaire de la classe productive — ou prolétariat — organisé en parti politique distinct;

Qu'une pareille organisation doit être poursuivie par tous les moyens dont dispose le prolétariat, y compris le suffrage universel, transformé ainsi d'instrument de duperie qu'il a été jusqu'ici en instrument d'émancipation;

Les travailleurs socialistes français, en donnant pour but à leurs efforts l'expropriation politique et économique de la classe capitaliste et le retour à la collectivité de tous les moyens de production, ont décidé, comme moyen d'organisation et de lutte, d'entrer dans les élections avec les revendications immédiates suivantes...

Ce programme fut, dès son apparition, furieusement attaqué par les vétérans de l'anarchie internationale, les Caffiero, les Malatesta et Cie, et la rupture fut désormais consommée entre les collectivistes du Parti Ouvrier et les tenants de l'anarchie que, d'ailleurs, dès le début, l'*Égalité* avait vivement combattus.

Confirmé, malgré un retour offensif des éléments coopérateurs et *barberetistes*, par le Congrès national du Havre (16-22 novembre 1880), puis par le Congrès régional de la Fédération du Nord tenu à Roubaix en octobre 1881, le programme dit alors *minimum* élaboré au congrès régional de Paris, devient en quelque sorte la charte constitutive du Parti Ouvrier Français (1).

Le parti était définitivement formé. Basé sur le terrain de la lutte de classe, il repoussait à la fois toute compromission avec les anarchistes d'une part, avec les coopérateurs de l'autre et poursuivait, avec l'action révolutionnaire comme moyen, le collectivisme envisagé comme but.

Disons ici, pour éviter une confusion trop courante, que Parti ouvrier ne signifie pas parti des ouvriers manuels, mais bien parti de tous les prolétaires, de tous les travailleurs manuels et intellectuels, industriels ou agricoles, de tous ceux qui *œuvrent*, qui concourent à la production utile (2).

(1) Lettre de Benoit Malon au secrétaire du Groupe des Mineurs de Dorignies, 20 mai 1880.

(1) cf. *Rapports et résolutions des congrès ouvriers*, par Jean Dormoy.

(2) « Nous ne saurions trop répéter — écrit Paul Lafargue dans *le Socialiste* du 9 avril 1892 — que nous comprenons par *ouvriers*, aussi bien les travailleurs manuels que les travailleurs intellectuels tels que : professeurs, ingénieurs, physiciens, administrateurs, agronomes, chimistes, etc. Ces deux catégories de producteurs intimement unis dans la grande production capitaliste sont des salariés également courbés sous le même joug avilissant et dégradant : ils doivent faire cause commune; l'affranchissement du travail n'est possible que par leur union et leur entente ».

Paraîtra vers le 25 Octobre

APERÇU HISTORIQUE

DU

PARTI OUVRIER FRANÇAIS

Forte Brochure de 80 pages

PAR

le citoyen Alexandre ZÉVAÈS

député de l'Isère.

LE PARTI OUVRIER
EN FRANCE

PARIS & BANLIEUE

Au XIXe arrondissement. — La réunion publique organisée par le groupe du XIXe a eu lieu samedi dernier, salle Adeline, au 251 de la rue de Belleville. L'ordre du jour portait : « *L'affaire Dreyfus au point de vue socialiste : ses conséquences politiques et sociales.* »

Après une allocution du citoyen Bertholet, membre du groupe, dont les paroles ont été applaudies de tous, le citoyen Phalippou a montré ce que signifiait l'affaire Dreyfus, envisagée selon la méthode du socialisme scientifique. Il a ensuite montré conforme à cette méthode l'attitude du Parti Ouvrier français qui n'a cessé de rappeler le prolétariat à son véritable terrain, celui de la lutte de classes.

En terminant, l'orateur a flétri les manœuvres antisémites et traité la question de l'entrée d'un socialiste dans un ministère bourgeois, tout en se prononçant pour la négative.

Cette réunion donnée en plein quartier ouvrier a eu un très grand succès et de chaleureux applaudissements ont à maintes reprises interrompu le discours du citoyen Phalippou. Un ordre du jour, confirmant ses déclarations a été voté à l'unanimité.

ALLIER

Montluçon. — C'est dimanche, 24 qu'aura lieu l'inauguration de l'édifice communal de la Ville-Goyet. Cette cérémonie sera présidée par le citoyen Jules Guesde.

De nombreuses réjouissances, représentations théâtrales, concert, conférence, bal, banquet et retraite aux flambeaux sont organisées par les soins de la municipalité.

Ajoutons que la plupart des organisations du parti seront représentées à ces fêtes, dont le succès s'annonce comme très vif.

DROME

Valence. — Après en avoir conféré avec les groupes socialistes de Romans et de diverses communes, le Comité d'action sociale de Valence (adhérent au Parti ouvrier français) a décidé d'organiser un congrès départemental, à l'effet de réunir pour une œuvre commune toutes les forces socialistes de la Drôme.

Nous estimons, en effet, que le socialisme compte aujourd'hui assez de groupes et d'adhérents dans notre département pour les relier entre eux, les arracher à leur isolement local et arriver, comme dans l'Isère, le Vaucluse et nombre de départements de notre région à une puissante et compacte fédération.

Nous invitons donc à se faire représenter à ce congrès tous les groupes du parti ouvrier, cercles d'études sociales, groupe de libre-pensée socialiste.

Ce congrès se tiendra à Valence, le dimanche 8 octobre, au foyer du théâtre. Il s'ouvrira à neuf heures du matin.

L'ordre du jour en est ainsi fixé :

1° Vérification des mandats.

2° Situation du parti socialiste dans les divers arrondissements du département.

3° Constitution d'une fédération socialiste départementale.

L'après-midi, une grande conférence sera donnée au théâtre avec le concours des députés socialistes, délégué par le conseil national du Parti ouvrier français.

Le Comité d'action sociale de Valence

Saint-Donat. — Sur l'initiative du citoyen J. Chambon et de quelques camarades de Romans, un groupe du Parti vient de se constituer à Saint-Donat.

Notre ami Lucien Roland, membre du Conseil National, donnera une conférence dans cette ville le 25 courant.

ISÈRE

Grenoble. — Notre ami A. Zévaès, député de la 2e circonscriptio de Grenoble, vient de parcourir les principales communes de sa circonscription et y a rendu compte de son mandat : à La Buisse, Saint-Étienne-de-Crossey, Coublevie, Sassenage, Quaix, Proveysieux, Veurey.

A Coublevie, le 10 Septembre et à Proveysieux, le 17, les réunions ont été suivies de banquets auxquels assistaient un grand nombre de militants venus de toute la région et ont donné lieu à d'importantes manifestations socialistes, affirmant avec éclat la force et la cohésion grandissantes du Parti.

Tullins. — C'est à Tullins que se tiendra cette année le IVe Congrès departemental de la Fédération socialiste de l'Isère, faisant suite à ceux de Grenoble et à celui de Vienne.

Il est fixé au *Samedi 21 Octobre* et au *Dimanche 22*.

Le Comité fédéral en a ainsi fixé l'ordre du jour :

1° Vérification des pouvoirs ;

2° Rapports du Comité fédéral : A/ sur la situation générale de la Fédération ; B/ sûr la situation financière de la Fédération ; C/ sur la situation du journal le Droit du Peuple, organe de la Fédération ;

3° Rapport des groupes représentés ;

4° Les élections municipales de 1900 dans le département de l'Isère ;

5° Application des décisions du Congrès d'Épernay ; Congrès général extraordinaire du socialisme français ; Examen des deux questions suivantes : A/ de l'entrée des socialistes dans le ministère bourgeois ; B/ de l'unité socialiste :

6° Modification aux Statuts de la Fédération ;

7° Date et lieu du prochain Congrès départemental ;

8° Questions diverses.

Le Congrès de Tullins tiendra deux séances : la première aura lieu le samedi soir, à huit heures ; la deuxième commencera le dimanche matin à huit heures et demie.

Le Congrès sera clos par une grande réunion publique et contradictoire.

HORLOGERIE-BIJOUTERIE-ORFÈVRERIE

PIÈCES DE COMMANDE

RÉPARATIONS EN TOUS GENRES

CAMILLE FLUKIGER

EX-ÉLÈVE

DE L'ÉCOLE D'HORLOGERIE DE LA CHAUX-DE-FONDS

17, Avenue de la République

PARIS

Montre cylindre...	P. O. F.	homme Fr.	12 50
Montre »	»	dame.....	12 50
Montre ancre acier.	3/8	homme....	24
Montre » métal	3/8	»	21
Montre cylind. acier	3/8	dame.....	20
Montre — métal	3/8	»	18
Chaîne métal oxydé.	P. O. F.	régence..	0 70
Chaîne métal oxyde.	P. O. F.	gilet....	1 45

Boutons manchette métal oxydé, doré, argenté P. O. F. 0 75

Conditions spéciales pour les Groupes du Parti

La Carmagnole du Parti Ouvrier

La Bibliothèque du Parti (5, rue Rodier) tient à la disposition des Gronpes la Carmagnole du Parti Ouvrier, *paroles et musique, au prix de* **2** *fr.* **50** *le cent, franco à domicile.*

GRANDS SALONS DE COIFFURE

POUR DAMES ET MESSIEURS

Confortable Installation. Service antiseptique

René CHAUVIN

8, Passage Tivoli (près la gare St-Lazare)

PARIS

Ne pas confondre : La Maison est au Numéro 8

AVIS AUX FUMEURS

Demandez dans tous les bureaux de Tabac :

"LE PAPIER DES 3/8"

DIX CENTIMES LE CAHIER

5 francs le cent. — Franco dans toutes les gares

Adresser Commandes et Mandats à

RENÉ CHAUVIN, 8, PASSAGE TIVOLI. — PARIS

Le Diamant à la portée de toutes les bourses par les

Diamants Rusty

21, Boulevard Poissonnière, 21

PARIS

Inaltérables et plus beaux que les vrais

La vulgarisation des perles du plus bel orient, rondes, roboles, etc., etc. par les

PERLES RUSTY

21, Boulevard Poissonnière, 21

Bagues de fiançailles, corbeilles de mariage. — Alliances or et argent. — Colliers de perles de 4 à 16 rangs. — Epingles de cravate, boucles, broches, bijoux de toutes sortes.

La Maison Rusty, 21, boulevard Poissonnière, fabriquant tous ses articles elle-même, défie toute concurrence.

L'Internationale

La Bibliothèque du Parti (5, rue Rodier), tient à la disposition des Groupes l'Internationale d'EUGÈNE POTTIER, *paroles et musique, au prix de* **2** *fr.* **50** *le cent, franco à domicile.*

Les journaux du Parti sont priés de reproduire la note suivante :

PETITE BIBLIOTHÈQUE SOCIALISTE

Pour **1** *fr.* **25**, la BIBLIOTHÈQUE du PARTI OUVRIER FRANÇAIS (5, rue Rodier, à Paris), *envoi franco à domicile les Brochures suivantes :*

1. *Programme du Parti Ouvrier*, par Jules Guesde et Paul Lafargue.
2. *Disparition de la Petite Propriété*, par K. Kaustry.
3. *Des lois protectrices du Travail*, par Jules Guesde.
4. *Le Communisme et l'Evolution économique*, par Paul Lafargue.
5. *Le Collectivisme du Palais-Bourbon*, par Jules Guesde.
6. *Manifeste du Parti Communiste*, par Karl Marx et F. Engels.
7. *Patriotisme et Internationalisme*, par Jean Jaurès.
8. *Le Problème et la Solution*, par Jules Guesde.

La Marche du 1er Mai

La Bibliothèque du Parti (5, rue Rodier) tient à la disposition des Groupe la Marche du 1er Mai, *paroles et musique, au prix de* **2** *fr.* **50** *le cent, franco à domicile.*

VIENT DE PARAITRE :

L'APPLICATION DU SYSTÈME COLLECTIVISTE

par Lucien DESLINIÈRES

Préface de J. JAURÈS

VOLUME DE 520 PAGES

PRIX : **5 francs** (port compris)

Adresser demandes à la *Bibliothèque du Parti*

5, Rue Rodier, PARIS

SALAIRES, PRIX, PROFITS

par Karl MARX

BROCHURE DE 100 PAGES

Prix : 0,60 franco à domicile

Bibliothèque du Parti, 5, Rue Rodier

LA PRESSE DU PARTI

Le Socialiste (hebdomadaire) organe central du Parti — Rédaction et administration, 5, rue Rodier, Paris.

Le Réveil du Nord (quotidien), Lille.

L'Egalité (quotidien), Roubaix.

Le Combat (quotidien) Calais.

Le Socialiste de la Gironde, Bordeaux,

Les Antilles Socialistes, Paris.

Le Droit du Peuple (hebdomadaire) Grenoble.

Le Réveil des Travailleurs (hebdomadaire), Troyes.

Le Socialiste de l'Allier (hebdomadaire), Montluçon.

L'Avant-Garde (hebdomadaire), Roanne.

Le Républicain (hebdomadaire), Perpignan.

L'Avenir (hebdomadaire), Valenciennes

L'Echo des Deux-Sèvres (hebdomadaire), Niort.

La République Sociale (hebdomadaire) Narbonne.

La Bataille sociale (hebdomadaire) Limoges.

L'Avenir Social (hebdomadaire) Marseille.

La République Sociale de Seine-et-Oise (hebdomadaire) Corbeil.

Le Tocsin Social (Lyon).

L'Echo des Travailleurs (Boulogne-sur-mer.

Le Gérant : E. DELADERERE.

Paris. — Imp. du *Socialiste*, 120, rue Oberkampf

Composé par des Ouvriers Syndiqués

PASTILLES VOCALES PARISOT

Les produits entrant dans la composition de ces pastilles sont les véritables spécifiques des cordes vocales et des voies respiratoires.

Nos meilleurs orateurs, nos plus grands artistes ne doivent leur succès qu'à l'emploi de ces pastilles (8 à 10 par jour.)

LA BOITE : 2 FRANCS

VAUVILLÉ, pharmacien à Levallois

Le Socialisme au Jour le Jour

PAR

JULES GUESDE

Propriété et Profits capitalistes

Autour d'une Grève

Leurs Remèdes

Solution

Varia

Un fort Volume de 500 Pages

Pour les Groupes et les Membres du Parti **2 FR. 50** **(port en sus, 50 cent.) au lieu de 3 fr. 50**

S'adresser aux Bureaux du **SOCIALISTE**, 5, rue Rodier, Paris.